



KPMG S.A.
28, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny
Boîte Postale 547
50105 Cherbourg-Octeville Cedex
France

Téléphone : +33 (0)2 33 88 36 38
Télécopie : +33 (0)2 33 88 36 39
Site internet : www.kpmg.fr

Fédération Départementale de Défense contre les Organismes Nuisibles de la Manche

Siège social : ZA Les Forges - 50180 Saint Gilles

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la Fédération Départementale de Défense contre les Organismes Nuisibles de la Manche,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fédération Départementale de Défense contre les Organismes Nuisibles de la Manche relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fédération à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives aux provisions pour dépréciation des créances.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre fédération, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fédération ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



**Fédération Départementale de Défense contre les Organismes Nuisibles de la
Manche**
*Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
31 mai 2019*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Cherbourg, le 31 mai 2019

KPMG S.A.



Olivier Lenoël
Associé

BILAN ACTIF

| | Exercice du 01/01/18 au 31/12/18 | | | Du 01/01/17 au 31/12/17 |
|---|----------------------------------|----------------|------------------------|----------------------------|
| | Valeur brute | Amort. prov. | Valeur nette | |
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Fonds commercial, droit au bail | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 18 753 | 5 780 | 12 973 | 6 614 |
| Avances et acomptes versés | | | | |
| Immobilisations incorporelles | 18 753 | 5 780 | 12 973 | 6 614 |
| Terrains et aménagements | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques et matériels | 359 375 | 280 470 | 78 905 | 71 391 |
| Agencements et aménagements divers | | | | |
| Matériel de transport | 17 274 | 16 737 | 537 | 3 992 |
| Autres immobilisations corporelles | 7 257 | 6 179 | 1 078 | 1 441 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes versés | | | | |
| Immobilisations corporelles | 383 906 | 303 386 | 80 520 | 76 823 |
| Parts sociales, titres de participations | 6 610 | | 6 610 | 6 512 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 700 | | 700 | 700 |
| Immobilisations financières | 7 310 | | 7 310 | 7 212 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 409 968 | 309 166 | 100 803 | 90 649 |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En cours de production | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | 13 863 | | 13 863 | 7 127 |
| Stocks et en cours | 13 863 | | 13 863 | 7 127 |
| Avances et acomptes fournisseurs | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 317 095 | | 317 095 | 183 074 |
| Autres créances | 325 810 | | 325 810 | 255 297 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Créances | 642 905 | | 642 905 | 438 371 |
| Valeurs mobilières de placement | 73 500 | 73 | 73 427 | 73 500 |
| Banque | 30 360 | | 30 360 | 51 249 |
| Caisse | 5 | | 5 | 5 |
| Disponibilités et V.M.P | 103 865 | 73 | 103 792 | 124 754 |
| Charges constatées d'avance | 7 058 | | 7 058 | 8 878 |
| ACTIF CIRCULANT | 767 691 | 73 | 767 619 | 579 129 |
| Charges à répartir | | | | |
| Autres régularisations | | | | |
| TOTAL ACTIF | 1 177 660 | 309 238 | 868 421 | 669 777 |
| - Droit au bail : | | | Engagement Crédit-Bail | |
| - Immobilisations financières à moins d'un an : | | | - Immobilier : | |
| - Créances à plus d'un an : | | | - Mobilier : 37 901 | |

BILAN PASSIF

| | Du 01/01/18 au 31/12/18 | Du 01/01/17 au 31/12/17 |
|--|----------------------------|----------------------------|
| Capital social (dont versé) | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves légales | | |
| Réserves diverses | 265 034 | 265 034 |
| Report à nouveau | 172 103 | 151 041 |
| RESULTAT DE L'EXERCICE | 31 080 | 21 063 |
| Subventions d'investissement | 43 670 | 40 621 |
| Provisions réglementées | | |
| TOTAL CAPITAUX PROPRES | 511 886 | 477 757 |
| Autres fonds propres | | |
| Provisions pour risques et charges | 53 000 | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | |
| Banques | | |
| Emprunts court terme | | |
| Autres emprunts et dettes | 15 289 | 15 959 |
| Associés | | |
| Associés - Compte courant bloqué | | |
| Dettes financières | 15 289 | 15 959 |
| Avances et acomptes clients | 1 391 | 519 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 228 843 | 104 458 |
| Dettes sociales | 48 422 | 59 148 |
| Dettes fiscales | | |
| Fournisseurs d'immobilisations | | |
| Autres dettes d'exploitation | 5 856 | 3 402 |
| Dettes d'exploitation et diverses | 283 121 | 167 008 |
| Produits constatés d'avance | 3 734 | 8 534 |
| TOTAL DETTES | 303 535 | 192 020 |
| Autres régularisations | | |
| TOTAL PASSIF | 868 421 | 669 777 |
| Dont dettes : | | |
| - A plus d'un an : 5 580 | | |
| - A moins d'un an : 297 955 | | |

COMPTE DE RESULTAT

| | Du 01/01/18 au 31/12/18 (12 mois) | Du 01/01/17 au 31/12/17 (12 mois) | Variation (12/12) |
|--|---|---|----------------------|
| Produits financiers et produits assimilés | 2 372 | 3 417 | - 1 045 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | |
| Total des produits financiers | 2 372 | 3 417 | - 1 045 |
| Dotations aux amortissements et provisions | 73 | | 73 |
| Intérêts et charges assimilés | 17 | | 17 |
| Total des charges financières | 90 | | 90 |
| RESULTAT FINANCIER | 2 282 | 3 417 | - 1 135 |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | 7 086 | 1 910 | 5 176 |
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 439 | | 439 |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 23 555 | 19 173 | 4 382 |
| Reprises sur provisions et transfert de charges | | | |
| Total des produits exceptionnels | 23 994 | 19 173 | 4 821 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | | | |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | 20 | - 20 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | |
| Total des charges exceptionnelles | | 20 | - 20 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 23 994 | 19 153 | 4 841 |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | | |
| Impôts sur les bénéfices et IFA | | | |
| TOTAL DES PRODUITS | 1 083 284 | 713 277 | 370 006 |
| TOTAL DES CHARGES | 1 052 204 | 692 215 | 359 989 |
| | | | |
| BENEFICE ou PERTE | 31 080 | 21 063 | 10 017 |
| Quote-part de résultat s/ opération fait en commun | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée | | | |
| Perte supporté ou bénéfice transféré | 12 | 9 | 2 |